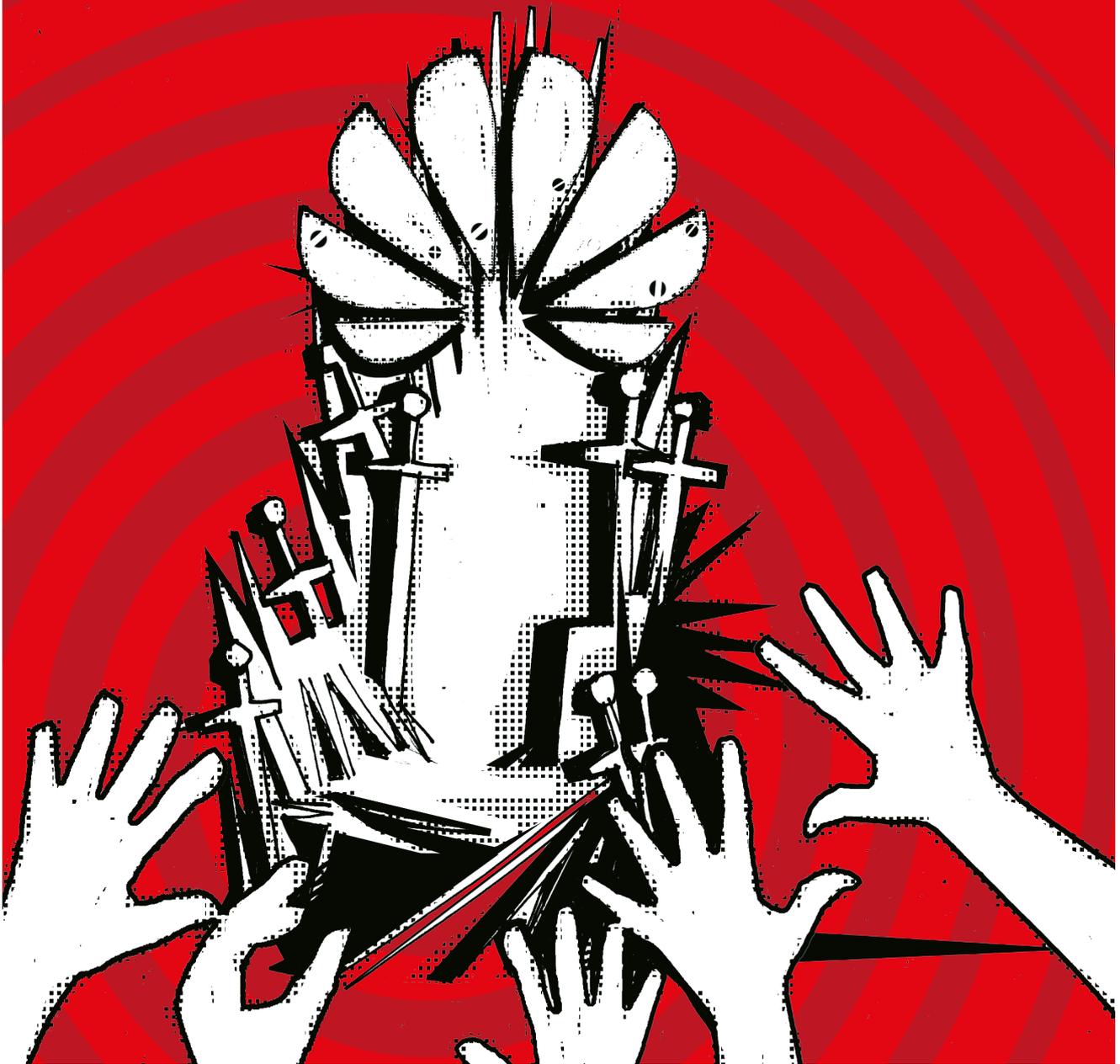


Géopolitique de la 5G: Le "game of e-thrones"



TENDANCES EN AVRIL

La désinformation est une préoccupation majeure à l'approche des prochaines élections. Les entreprises de l'internet font face à de nouvelles pressions.

[Plus en page 2](#)

NOUVELLES DE L'OBSERVATOIRE

Sécurité, vie privée, e-commerce, droits numériques, et questions juridiques sont toujours au cœur des débats.

[Plus en pages 4-5](#)

FOCUS: HUAWEI

Alors que la controverse sur les produits 5G se poursuit, ces batailles politiques révèlent des divisions plus profondes.

[Plus en pages 6-7](#)

ANALYSE DES DONNEES : STRATEGIE AI

Une poignée de pays ont développés des stratégies nationales en matière d'AI. Nous les disséquons pour comprendre ce qu'elles ont en commun.

[Plus en pages 8-9](#)

Les grandes tendances politiques numériques en avril

Chaque mois, nous analysons des centaines de développements pour identifier des tendances de politiques numériques, et les tendances à venir. Voici les principales tendances du mois.

1. Les élections à venir suscitent des inquiétudes en matière de désinformation.

La désinformation continue à être une des principales questions de l'année. Elle est au cœur de la démocratie, affectant les élections et facilitant les interférences étrangères dans les affaires nationales.

Un des outils pour lutter ce phénomène est de connaître qui se trouvent derrière les publicités politiques. En vue des élections en Inde le 17 mai, le règlement récemment réformé de Facebook obligera les publicitaires à confirmer leur identité, et permettra aux citoyens de voir qui a placé (et payé) ces messages. Facebook a également mis en place des centres d'opérations régionaux pour répondre rapidement en cas d'alertes.

Pendant, le changement de stratégie de Facebook pourrait ne pas fonctionner pour toutes les régions. En Europe, la Commission européenne a demandé à l'entreprise de repenser sa stratégie en amont des élections européennes (23-26 Mai 2019). Dans une région où les campagnes transnationales visent des publics dans des Etats différents, la règle exigeant aux annonceurs de s'enregistrer dans chaque pays pourrait remettre en question l'exercice

Les trois contre vérités

Ces termes sont souvent utilisés de la même façon, mais ils existent des différences importantes entre eux.

- La désinformation concerne une information qui est fautive et délibérément créée pour cause de tort à une personne, un groupe social, une organisation ou un pays
- La mésinformation est une information qui est fautive mais qui n'a pas été créée avec l'intention de cause de tort.
- La mal-information est une information basée sur la réalité, utilisée pour faire du mal à une personne, un groupe social, une organisation, ou un pays.

Source: UNESCO's Handbook on Journalism, Fake News and Disinformation (2018).

plein des droits des citoyens, et donc entrer en contradiction avec le droit européen.

Au-delà des élections, les récentes attaques terroristes au Sri Lanka ont conduit le gouvernement à couper l'accès aux réseaux sociaux, aux messageries en ligne et aux réseaux virtuels privés afin de lutter contre la diffusion de fausses nouvelles et d'éviter de nouvelles violences. Ce blocage était en réaction au partage croissant des noms des auteurs des attaques le jour de Pâques sur les réseaux sociaux, avant même que les autorités aient pu les vérifier.

A Singapour, une nouvelle loi va criminaliser la publication de fausses nouvelles et permettra au gouvernement d'ordonner des retraits.

La principale question est de savoir comment trouver un équilibre entre la liberté d'expression et la diffusion de fausses nouvelles. La vitesse et le temps sont des facteurs de plus en plus importants. Si la désinformation peut se répandre aussi vite qu'un incendie, une action concertée doit avoir lieu au moins aussi rapidement.

Tendance 2: Nouvelles fuites de données, plus de pressions sur les entreprises

Les fuites de données sont au cœur de l'actualité régulièrement. En avril, l'entreprise de cyber sécurité UpGuard a découvert deux bases de données exposant les données de plus de 500 millions d'utilisateurs Facebook, postée publiquement sur des serveurs Amazon Cloud. Une autre fuite a révélé que Facebook avait collecté les données de plus de 1.5 millions d'utilisateurs sans leur consentement.

Cette situation contraste fortement avec les plans récemment annoncés par Facebook en faveur d'une app plus centrée sur la vie privée. Gagner en crédibilité et soutien est important pour ce géant du numérique, notamment au regard de ces plans pour offrir des services et accepter des paiements à travers l'application. Cependant, cela ne sera pas facile, du fait de l'incalculable nombre de fuites de données privées. Même si l'on accepte que les utilisateurs échangent consciemment leurs données personnelles contre des services gratuits, ces fuites ne font pas partie du pacte tacite des utilisateurs avec ces entreprises.

Dans une tribune publiée dans le *Washington Post*, le PDG de Facebook Mark Zuckerberg a appelé à plus de régulation pour les entreprises de l'internet. La vie privée est un des quatre domaines nécessitant le plus de règles: Les citoyens à travers le monde demandent des règles sur la vie privée en ligne avec le Règlement général sur la protection des données de l'UE, et je suis d'accord. Je crois que cela serait meilleur pour l'internet si plus de pays adoptés des réglementations comme le RGPD en tant que cadre commun.

La représentante britannique de l'autorité de protection des données, Elizabeth Denham, a invité Zuckerberg à agir conformément à ses discours. Suite à l'appel de Facebook par rapport à l'amende infligée à l'entreprise suite au scandale Cambridge Analytica, elle a indiqué: A la lumière des déclarations de Mark Zuckerberg... Nous attendons à ce que Facebook retire son appel contre l'amende de 500.000 £ de l'autorité.

Bien que soutenir des règles en ligne avec le RGPD ne contraint pas à abandonner son droit de faire appel, les prochaines actions de Facebook seront analysés pour apprécier ses intentions futures.

Tendance 3: La santé numérique

La santé numérique réfère à tous les domaines de la santé où la technologie est utilisé pour agir sur le bien-être des patients, aussi bien au niveau individuel (à travers des dispositifs portables), qu'au niveau national (à travers des stratégies numériques, et des politiques en matière de protection des données de santé).

Auparavant en périphérie des questions numériques plus reconnues, la santé numérique a gagné en poids suite au développement de nouvelles réglementations et stratégies. Les récentes ligne directrice de l'OMC [sur l'usage](#) par les pays de technologies numériques en matière de santé offrent de nouvelles perspectives en la matière. Par exemple, les naissance peuvent être enregistrées à

travers des téléphones portables, ou les professionnels de la santé peuvent bénéficier de formation en ligne.

Cette organisation dont le siège est à Genève, et qui a classifié l'année dernière les addictions aux jeux vidéos comme une pathologie, a offert des lignes directrices sur le temps d'exposition des enfants aux écrans. [Un mode de vie sédentaire](#), même pour les enfants en bas âge, peut impacter leur condition physique et mentale. L'OMS recommande que les enfants de moins de cinq ans limitent leur exposition aux écrans et activités passives, au profit de temps de jeu actif.

En ce qui concerne les données de santé, le Conseil de l'Europe a récemment publié une série de nouvelles lignes directrices sur la protection des données sensibles [en ligne](#) avec la récente réforme de la convention sur la protection des données.

La santé numérique étant un marché en pleine expansion [tout en continuant à être un secteur très attaqué](#), les politiques et législations en la matière devront s'assurer que les données sont protégées de façon adéquate contre les cyberattaques, les intrusions, et d'autres risques.

La santé numérique est attractive pour les start-ups et les autres entreprises, qui investissent de plus en plus dans le ce secteur. [Les technologies numériques](#), l'entrepreneuriat du secteur privé, et l'implication des professionnels de la santé peuvent rendre les soins plus accessibles, abordables et sûrs.



Credit: IBM Research

Politiques numériques au mois d'avril

Avec tant de développements chaque semaine, l'environnement politique est rempli de nouvelles initiatives, d'évolutions réglementaires, de nouvelles décisions de justice, et de changements géopolitiques.

A travers l'observatoire *Digital Watch*, nous décodons, contextualisons, et analysons ces développements, dans un format simple. Le baromètre du mois suit et compare ces développements afin de distinguer des tendances et la présence de nouveaux sujets à l'agenda par rapport au mois précédent. Ce baromètre les résumé, mais n'hésitez pas à cliquer sur les icônes en bleu pour en apprendre plus, ou visiter la section Updates de l'observatoire. [🔗](#)



neutre

Architecture globale de la gouvernance de l'Internet

La CNUCED a publié son document de préparation rapide en matière de eTrade pour les pays les moins avancés [🔗](#) qui permet d'analyser les barrières au e-commerce et au commerce numérique dans des pays spécifiques.



neutre

Développement durable

Remplir les objectifs du développement durable (ODD) nécessite de réformer les systèmes financiers nationaux et global, selon le dernier rapport de la mission inter-agence sur la finance pour le développement [\[Link\]](#). Le potentiel des nouvelles technologies, et le soutien que les pays en développement nécessite pour profiter de ce potentiel, sont détaillés dans ce rapport. [🔗](#)



en progression

Securité

Les ministères des affaires étrangères du G7 ont adopté la déclaration de Dinard sur l'initiative des normes numériques qui encourage à l'échange volontaire d'informations, bonnes pratiques, et leçons tirées de la mise en oeuvre de normes non contraignantes et volontaires sur le comportement responsable des Etats. [🔗](#)

Le président russe Vladimir Poutine a signé une loi permettant le fonctionnement stable de l'Internet russe (Runet) afin de permettre un fonctionnement sûr et stable du Runet en cas de déconnection avec l'architecture globale du World Wide Web (WWW). Cette loi prendra effet le 1er novembre 2019. [🔗](#)



en progression

Commerce électronique et Economie de l'Internet

Le rapport de la Commission européenne sur la politique de concurrence à l'ère numérique appelle à de nouvelles règles antitrust pour les géants du numérique. Il suggère d'améliorer le cadre légal du marché numérique, à travers une meilleure définition du terme de «dominance» dans l'environnement numérique. [🔗](#)

Le Parlement européen a approuvé de nouvelles règles pour les plateformes en ligne afin de limiter les pratiques injustes et accroître la transparence de leurs pratiques commerciales. [🔗](#)

La Chine considère actuellement interdire les opérations de minage de monnaies virtuelles, ainsi que tout investissement dans ce domaine, car cette industrie pollue l'environnement et gaspille de l'énergie. [🔗](#)



en progression

Droits numériques

La demande d'asile politique du fondateur de Wikileaks Julian Assange a été refusée par l'ambassade de l'Equateur. Il a été arrêté par la police britannique, suscitant des inquiétudes par rapport à la liberté d'expression et les menaces pour les journalistes.[🔗](#)

Le Parlement européen a voté en faveur d'une base de données biométrique pour la gestion de frontières qui connectera les identités et données biométriques des citoyens européens et non-européens dans une seule base de données.[🔗](#) La Cour suprême de la Jamaïque a déclaré la loi nationale sur l'identité biométrique comme inconstitutionnelle car elle interférerait avec le droit à la vie privée.[🔗](#)



en progression

Questions juridiques

La directive sur le droit d'auteur a reçu son approbation finale du Conseil de l'UE.[🔗](#)

Facebook va améliorer son approche «limiter, retirer, informer» par rapport aux fausses nouvelles, en établissant une catégorie «groupe de qualité» afin de rendre plus responsable les administrateurs de groupe par rapport au partage de contenus illicites.[🔗](#)

L'Australie a adopté une loi stricte sur la responsabilité des intermédiaire, rendant criminel pour les plateformes en ligne de ne pas retirer rapidement des contenus violents.[🔗](#)

Le gouvernement britannique a publié son papier blanc sur les menaces en ligne qui appelle à la création d'un régulateur spécifique avec des pouvoirs d'exécution efficaces, comme ceux de donner des amendes ou de bloquer l'accès à des sites.[🔗](#)



neutre

Infrastructure

La controverse sur les équipements 5G de Huawei continue de faire rage, au milieu d'une série de révélations et de potentielles affaires devant la justice. Un nouveau cas est apparu en Serbie où les inquiétudes par rapport aux services Safe City de Huawei ont pris de l'ampleur à Belgrade.[🔗](#)

Les investissements dans les câbles sous-marins par des entreprises privés continuent, alors que Google vient de terminer le câble Curie qui relie les Etats-Unis avec le Chili,[🔗](#) et que Infinera améliore le câble sous-marin d'Orange dans les Caraïbes françaises.[🔗](#)



en baisse

Neutralité du net

Une nouvelle loi pour restaurer les règles sur la neutralité du net qui prohibe le blocage et la priorisation payante, du nom de 'Save the Internet Act' a été approuvée par la chambre des représentants aux Etats-Unis.[🔗](#)

Une augmentation du nombre de sites bloqués en Inde, en dépit de la loi sur la neutralité du net, pose des questions sur sa mise en oeuvre effective.[🔗](#)



en progression

Nouvelles technologies (AI, Internet des objets...)

Des chercheurs en AI ont signé une lettre demandant à Amazon de vendre sa solution en reconnaissance faciale aux agences de maintien de l'ordre.[🔗](#)

Le groupe d'expert de haut-niveau de l'UE sur l'intelligence artificielle a publié des lignes directrices éthiques sur le développement et l'usage de solutions IA fiables.[🔗](#)

Google a ouvert son premier centre d'IA au Ghana afin de donner aux chercheurs les outils nécessaires pour construire des produits d'IA adaptés aux besoins de l'économie africaine.[🔗](#)

La controverse sur les équipements 5G de Huawei se poursuit

Comme prédit pour l'année 2019, les équipements numériques demeurent une question importante au niveau géopolitique. La controverse en 2018 autour de Huawei, qui avait commencé aux Etats-Unis avec l'interdiction de l'utilisation de ces équipements dans les réseaux gouvernementaux, a continué avec l'arrestation de l'un de ses dirigeants par les autorités canadiennes, et a de nouveau repris. Que s'est-il passé?

Les médias se demandent si le président Trump signera une ordonnance interdisant les équipements Huawei dans le réseau de télécommunications américain, une décision à comprendre également dans le contexte des négociations commerciales avec la Chine. Le département de la justice a accusé Huawei de vol de la propriété intellectuelle et d'avoir enfreint les sanctions américaines envers l'Iran.

L'Australie, le Japon et la Nouvelle-Zélande ont pris des mesures visant à interdire ou limiter l'utilisation de ces équipements dans leurs réseaux. Cependant, malgré l'examen minutieux sur ces produits et de nombreux débats internes, l'Allemagne a décidé de ne pas les interdire, tandis que le Royaume-Uni a décidé d'autoriser Huawei à fournir des composants «non essentiels» pour son réseau 5G. En réponse, les Etats-Unis ont mis en garde l'Allemagne et le Royaume-Uni qu'ils limiteront leur partage de renseignements en conséquence.

Tandis que les Etats-Unis continuent de faire pression sur leurs alliés européens, et alors que l'UE a fait part de ses inquiétudes par rapport à la possible coopération de cette entreprise avec les services secrets chinois, la controverse devient de plus en plus géopolitique.

Par exemple, la conférence sur la sécurité 5G de Prague, à laquelle notamment participaient 32 pays de l'OCDE, confirme le changement du paysage géopolitique. Sans mentionnée explicitement l'entreprise, la proposition non-contraignante de Prague fait référence à Huawei.

Inquiétudes sur la sécurité des équipements Huawei

Les Etats-Unis estiment que les produits Huawei menacent la sécurité nationale. Des vulnérabilités, insérées volontairement dans le code des logiciels, pourraient permettre les autorités chinoises de surveiller, altérer ou détruire les capacités de réseaux de leurs opposants politiques ou commerciaux. Pour les officiels américains, la principale préoccupation concerne la sécurité des réseaux 5G, qui est appelé à devenir la pièce maîtresse de l'Internet des objets.

Bien qu'il n'y ait pour l'heure pas de preuves de telles portes dérobées, leur existence n'est pas à exclure. La technologie est une boîte noire. Les distributeurs cachent leurs secrets commerciaux afin de retenir leur avantage

compétitif, et ne sont pas toujours pleinement conscients de toutes les vulnérabilités existantes. Les solutions de logiciel en particulier contiennent des erreurs. Une application relativement simple comme un navigateur Web a plus de 5 millions de lignes de code, et même la plus petite erreur de code peut permettre à un tiers de la détourner à son profit.

A ce niveau, les produits de Huawei ne sont pas différents des autres. Les produits de cette entreprise pourraient contenir des portes dérobées, et comportent certainement des vulnérabilités non-intentionnelles, tout comme tout autre produit des entreprises concurrentes.

Quelques entreprises, comme Microsoft, Kaspersky, et désormais Huawei, permettent que leur code soit observé par des pays partenaires dans des environnements isolés. Comme précondition pour continuer à opérer au Royaume-Uni, Huawei a ouvert un centre d'évaluation de la cybersécurité au Royaume-Uni, qui abrite des employés de l'entreprise, ainsi que des experts techniques des services de renseignement GCHQ.

Au-delà de la controverse, le marché s'interroge

La sécurité est-elle la principale raison derrière les appels à l'interdiction de Huawei, ou s'agit-il plus de domination du marché? Qui arrivera au trône en premier?

The Economist estime qu'il s'agit d'une considération économique. Les arguments sont plus que du code. Huawei est un champion chinois. En tant que superpuissance en devenir, la Chine voit la technologie comme un intérêt national vital. La super-puissance actuelle, les Etats-Unis, est du même avis, et une guerre froide technologique se développe entre les deux.

Huawei a investi grandement dans les pays en développement, comme dans le système de câble en Afrique de l'Ouest, et dans le premier réseau 5G en Thaïlande. L'entreprise a aussi investi en Europe, en coopération avec les grands groupes télécoms, comme en Espagne et à Monaco, notamment pour le déploiement des réseaux 5G.

Huawei - et d'autres entreprises technologiques chinoises - sont donc perçues comme prenant trop d'ampleur au niveau commercial, et remettent en question le pouvoir des entreprises américaines.

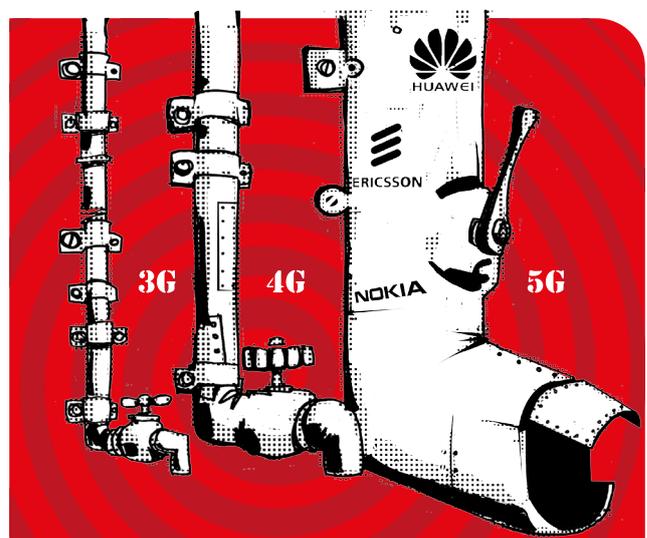
Quelle sera la suite?

Bien que la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine devrait s'intensifier, il reste à voir si la Chine choisira de répondre en interdisant les produits américains comme Apple et Cisco.

La position des économies européennes pourrait être décisive pour le futur de ce débat. L'Europe entend devenir à la pointe de la 5G afin de développer l'Internet des objets. Des retards dans le déploiement de ce réseau, du fait d'une interdiction des produits Huawei, pourraient créer un désavantage stratégique important, ainsi que des pertes financières. Une étude récente commissionnée par les opérateurs mobiles britanniques [estime](#) que, si les profits pour l'économie britannique d'un tel déploiement serait de 164 milliards de livres d'ici 2030, le coût d'un retard pourrait varier entre 4.5 et 6.8 milliards. De plus, dans le cas d'une interdiction à travers l'Europe, les concurrents européens, comme Nokia et Ericsson, pourraient être mis de côté en Chine, ce qui représenterait un grand coup à leurs activités.

La 5G est une partie intégrante des plans des économies en développement qui dépendent de l'importation de ces technologies. Leur dilemme ne consiste pas à s'interroger qui est le plus fiable, mais plutôt quel produit est le plus intéressant économiquement. Le secteur télécom devrait sûrement rester pragmatique et continuer sa coopération avec Huawei et d'autres; de nombreux gouvernements le souhaitent.

Afin de maintenir leur présence dans des marchés occidentaux clés, cette controverse hautement politisée pourrait contraindre les grands distributeurs à être plus transparents par rapport aux boîtes noires que sont leurs produits. Huawei a déjà fait un pas dans cette direction, en ouvrant un Centre sur la transparence de la cybersécurité à Bruxelles. Les vendeurs pourront regagner la confiance des pays en acceptant de voir leurs produits examiner par des agences de sécurité. Si cela prend forme en Europe, cela pourrait devenir une importante tendance en matière de sécurité.



Conférence sur la sécurité 5G de Prague: Que s'est-il passé?

Après deux jours de discussion, la conférence sur la 5G de Prague, qui réunissait des représentants et experts de l'UE, de l'OTAN et des pays de l'OCDE, a annoncé les propositions de Prague, [une](#) série de propositions non-contraignantes dédiées à la sécurité des réseaux 5G.

L'adoption de ces propositions a été motivée par le manque d'une approche coordonnée de l'UE, de l'OTAN et d'autres Etats partenaires pour garantir la sécurité des futurs réseaux 5G. Les propositions de Prague expriment les inquiétudes que des équipements puissent être compromis par un Etats tiers, en particulier si cet Etat ne suit pas des politiques et règles en matière de coopération sur la cybersécurité, la cybercriminalité, et la protection des données.

Ce document montre clairement une évolution dans les discours - du niveau global vers le national. Par exemple, les propositions indiquent que les cadres internationaux doivent être flexibles pour permettre aux questions de sécurité d'être traitées au niveau national. Des approches de plus en plus différentes vont rendre encore plus déterminante la coopération numérique internationale.

Cependant, ce changement pourrait aussi déclencher une crise, voire la fin, de la libéralisation numérique. Le succès de Huawei pourrait conduire les Etats à réguler leur marché télécom, afin d'accroître leur sécurité. Les conséquences de cette situation sont déterminantes pour l'Europe alors que l'Autriche, la Belgique, la république tchèque, la France, l'Allemagne, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, les Pays-Bas, la Lituanie et le Portugal se préparent à ouvrir des licences 5G cette année.

Disséquer les stratégies en IA

Une poignée de pays ont développé des stratégies nationales en matière d'IA. Un certain nombre d'autres sont en voie de les suivre. L'examen de ces stratégies montre des similarités, mais aussi des divergences entre elles.

L'AI est un terme général utilisé actuellement en référence à l'apprentissage machine, aux neurosciences computationnelles, et au deep learning, n'est plus seulement une abstraction issue de l'imagination des auteurs de science fiction, ou un sujet qui ne préoccupe l'attention que de la communauté scientifique. Les applications de l'IA - des assistants personnels intelligents aux voitures autonomes - font partie de notre quotidien. Alors que l'IA est de plus en plus à l'agenda au niveau national et global, des pays se concurrencent pour dominer ce secteur.

Six pour cent des pays ont développé des stratégies nationales.

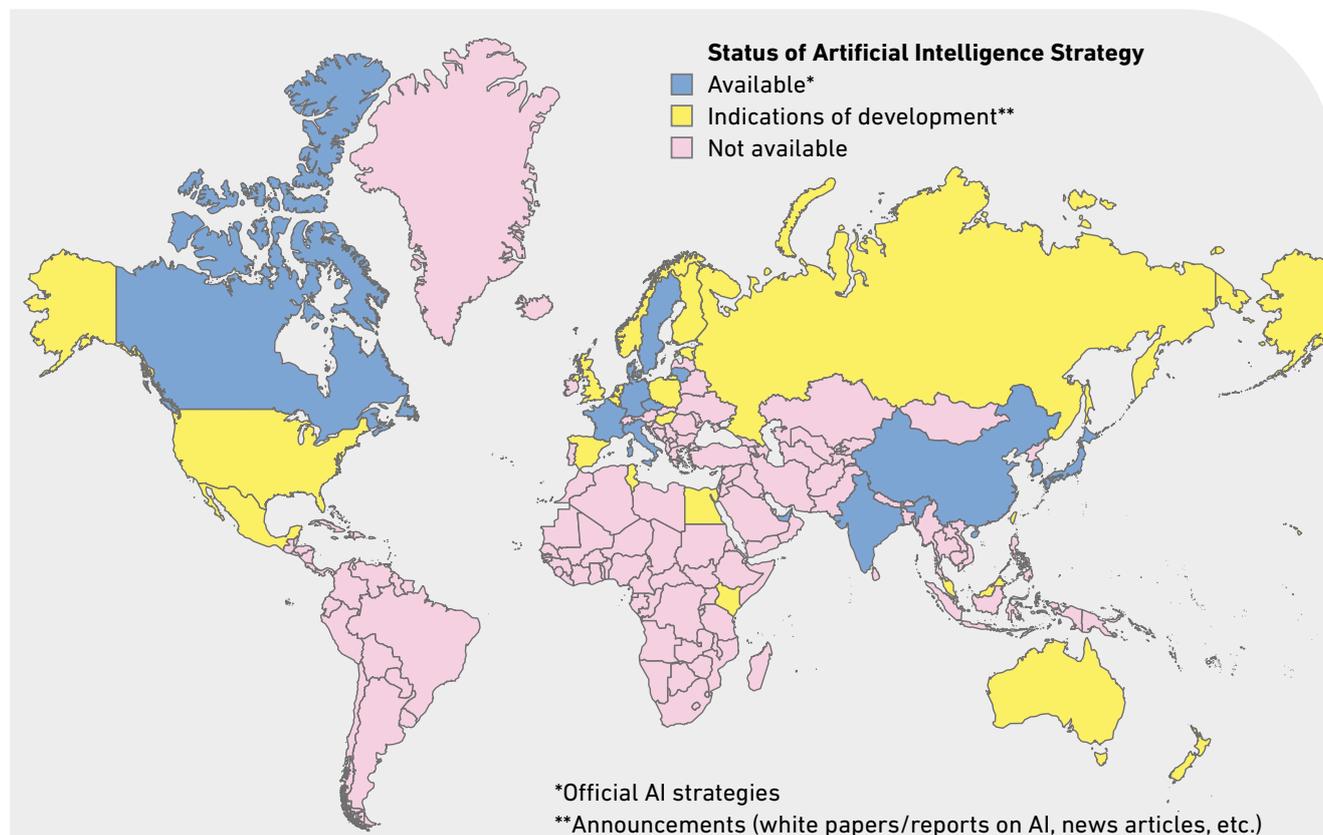
Un nombre croissant de stratégies sur l'IA au niveau national et international reflète l'importance stratégique prise par l'IA dans le domaine de la sécurité, la santé, la finance, et les services publics. D'après l'étude comparative de DiploFoundation sur les stratégies nationales en IA, 14 pays au total ont publié des stratégies officielles. Des annonces médiatiques et des documents officiels (comme des papiers blancs) indiquent que 20 autres pays sont également sur les rangs.

Les objectifs principaux: leadership et prospérité économique

A travers leurs documents respectifs, les gouvernements soulignent les objectifs pour le développement et la mise en oeuvre, et les façons de limiter l'impact potentiellement négatif de l'IA sur l'emploi, les inégalités sociales, et le bien-être de la société.

La stratégie chinoise publiée en 2017 donne trois objectifs principaux: (a) atteindre un niveau d'avancement de l'IA comparable à ceux des leaders mondiaux d'ici 2020; (b) parvenir à des avancées significatives dans les théories fondamentales de l'IA d'ici 2025; (c) être un leader mondial de l'IA en termes de théorie, technologies et applications d'ici 2030.

Le leadership fait également partie de la stratégie allemande qui entend créer une intelligence artificielle «made in Allemagne», en tant que marque de qualité reconnue au niveau global. Dix des stratégies nationales sur l'IA mentionnent explicitement cette volonté de leadership.



La prospérité économique résultant des avancées de l'IA est également un objectif. La Corée du Sud [souligne](#) que les technologies informatiques intelligentes pourraient générer des revenus représentant environ 340 milliards d'euros d'ici 2030, tandis que la Chine estime que 26% de son PIB proviendra d'activités liées à l'IA d'ici 2030. De façon comparable, la stratégie indienne '#Alforall' [s'attend](#) à ce que l'IA contribue à une augmentation de 1.3% de point de croissance d'ici 2035.

Les données dans les stratégies nationales

L'importance essentielle des données pour l'IA se reflète dans presque toutes les stratégies nationales. Leur disponibilité est perçue comme une force motrice du développement de l'IA.

Tandis que certain pays reconnaissent la disponibilité de grandes quantités de données de qualité, d'autres comme le Danemark [et](#) le Japon [soulignent](#) la nécessité d'accès et de numérisation des données publiques afin de développer les capacités des systèmes IA. A ce titre, le rapport Villani [qui](#) sert de base à la stratégie gouvernementale de la France, appelle au développement de nouveaux moyens de partage, de gouvernance et de production des données. Il souligne aussi qu'une position ferme sur les transferts de données en dehors de l'UE doit être assurée, car les données constituent une question de souveraineté.

L'ONU [a](#) également identifié les bases de données robustes, ouvertes, inclusives et représentatives comme un domaine d'action, du fait que l'IA soit perçue comme une opportunité pour atteindre les ODD.

Autres thèmes des stratégies nationales

Un des thèmes récurrents des stratégies nationales concerne la recherche et le développement, qui apparaît dans 12 documents. La Lituanie [et](#) le Canada [mettent](#) tous les deux en évidence l'importance d'une collaboration, d'incitations aux investissements, ainsi que le développement de compétences, qui nécessite des nouvelles formations et pose la question du futur du travail. Cette question est abordée dans 10 stratégies officielles. Un certain nombre de stratégies mettent en lumière que l'IA n'augmentera pas le chômage mais pourrait cependant créer des changements pour la force de travail.

L'IA n'est pas perçue comme un objectif ou une fin en tant que elle, mais plutôt comme un outil au service du public et de la société pour poursuivre des intérêts économiques, commerciaux et d'intérêt public. Ainsi, 11 des 14 documents mentionnent les questions éthiques, notamment l'utilisation responsable de l'IA, le respect de la vie privée, la transparence, et l'égalité.

Top 5 des thèmes dans les stratégies sur l'IA

Thème	Stratégie nationale
Données	
Recherche et développement	
Futur du travail	
Ethique	
Leadership	

Discussions politiques à Genève

De nombreuses discussions politiques ont lieu à Genève chaque mois. Les développements ci-dessous couvrent les principaux événements du mois d'avril. Pour lire les rapports de ces événements, visitez la section [Past Events sur le site de l'observatoire Digital Watch](#).

33ème Forum du Centre for Trade Facilitation and E-Business de l'ONU (UN/CEFACT) – 1–5 Avril 2019

Ce forum portait sur comment les technologies numériques peuvent répondre aux objectifs fixés dans l'Agenda 2030. Experts et délégués de 34 pays ont discuté des projets en soutien au transfert d'informations transfrontalier. Un système d'informations plus inclusif pourrait aider les

pays en développement et les petites entreprises à participer au commerce global. Des standards et des approches innovantes en matière de e-service pourraient baisser les coûts d'entrée pour les micro et petites entreprises afin d'accéder au marché mondial.

Semaine du e-commerce de la CNUCED – 1–5 Avril 2019

Cette conférence avait pour thème 'From digitalization to development', et portait sur trois thématiques: le e-commerce et les modèles économiques numériques, les cadre réglementaires, et les technologies émergentes. Des sessions ont exploré les mesures pour améliorer l'inclusion dans l'économie numérique, comme des incitations pour les petites et moyennes entreprises (PME) et développer des cadres pour faciliter les échanges de données, services et biens. Les sessions portant sur les cadres réglementaires

se sont intéressées aux négociations en cours en matière de e-commerce au niveau de l'OMC, et ont illustré la vision polarisation des Etats en la matière. Les discussions sur les technologies émergentes ont porté sur des questions en lien avec la technologie blockchain, l'intelligence artificielle (AI), et le machine learning

[Lisez les rapports de nos sessions.](#) 

Forum SMSI 2019 – 8–12 Avril 2019

Ce forum portait sur le rôle des TICs pour atteindre les objectifs du développement durable (ODD). Il soulignait également les liens entre les technologies numériques et les domaines de priorité des ODD, comme la santé, la faim, l'accessibilité, l'éducation, l'inclusion des jeunes, l'emploi, le genre, l'environnement, l'infrastructure, et l'innovation.

Ces sessions de haut-niveau ont indiqué la nécessité de combler le fossé numérique et d'améliorer l'inclusivité à travers les TICs.

[Read our reports from the sessions.](#) 

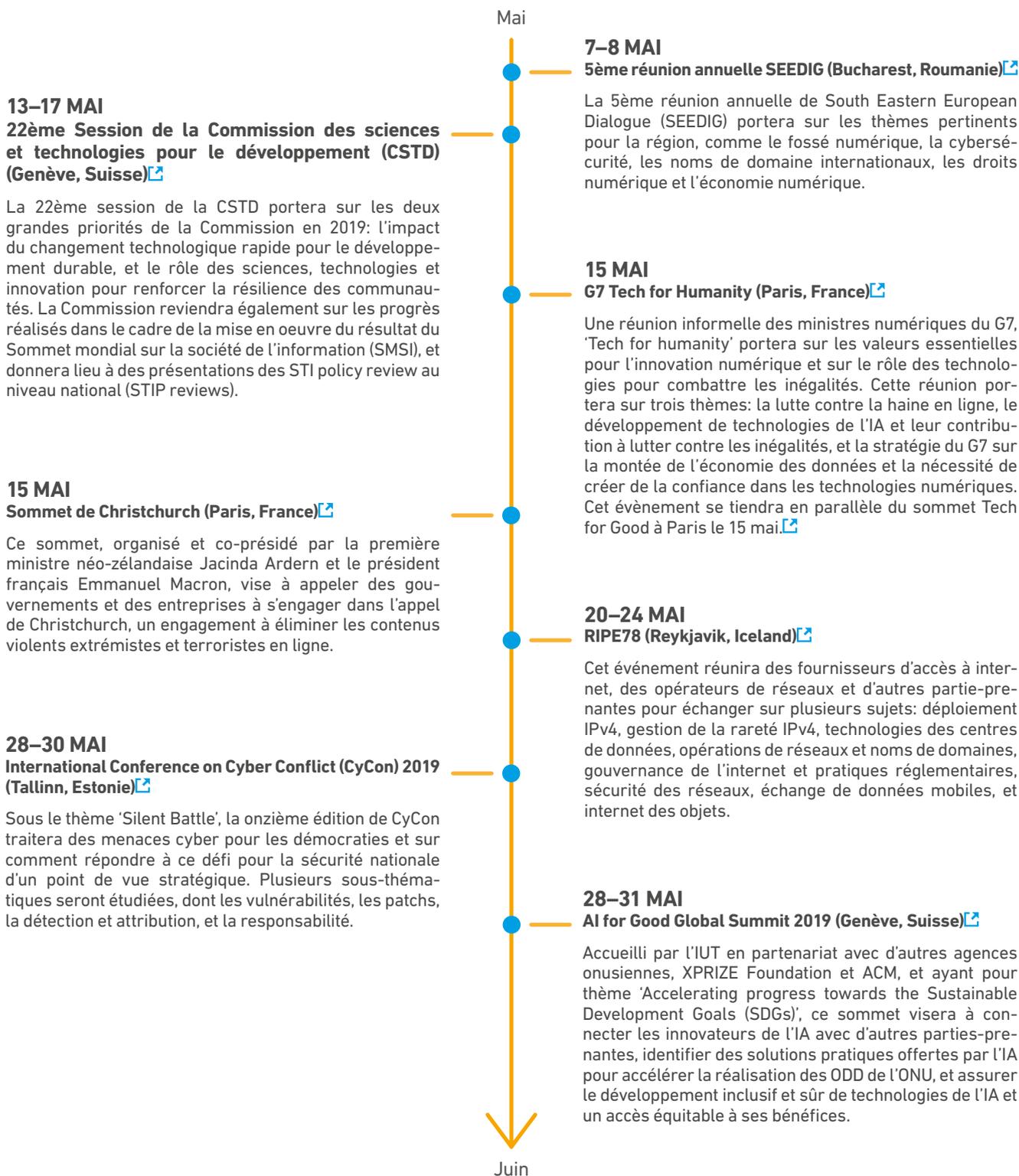
OIT100 - Law for Social Justice – 15–17 Avril 2019

A l'occasion de son centenaire, l'Organisation internationale du travail (OIT) a organisé une conférence de trois jours portant sur les lois pour la justice sociale. Cette conférence soulignait le travail de cette organisation en faveur de l'établissement d'un droit international en matière de droits sociaux et droit du travail. Cet événement a permis de revenir sur les efforts actuels et à venir de l'OIT en faveur de

standards dans le cadre plus large des droits de l'homme, et l'adoption de normes par les organisations internationales. Des représentants de la Cour internationale de justice, de la Commission sur le droit international, ainsi que des académiques et praticiens ont travaillé sur quatre thèmes principaux: philosophie du droit, droits de l'homme, droit international public, et droit des organisations internationales.

Les principaux évènements à suivre en mai

Nous analysons l'agenda des évènements de politiques numériques à venir afin d'identifier les discussions à suivre dans le courant des prochaines semaines. Pour certains de ces évènements, l'observatoire publiera des rapports de session, ainsi qu'un rapport final résumant les discussions.



Sur l'observatoire Outils pour suivre les politiques numériques

Les politiques numériques sont complexes, et évoluent rapidement. L'observatoire Digital Watch de GIP offre un certain nombre d'outils pour aider les praticiens à rester à jour, afin de suivre au plus près les principales discussions en matière de numérique.



Développé depuis 1997, la **taxonomie des politiques numériques** évolue régulièrement pour prendre en compte l'émergence de nouvelles tendances. L'observatoire GIP Digital Watch comprend actuellement plus de 40 domaines de politiques numériques, classés en sept clusters: Infrastructure, Sécurité, Droits humains, Juridique, Economie, Développement, et Socio-culturel. Utilisez cette taxonomie sur dig.watch/issues



Le **calendrier interactif de l'observatoire sur les événements numériques** montre les événements passés et à venir en fonction des coordonnées géographiques de la ville où ils sont organisés. Ces événements peuvent être filtrés en fonction du nom, de mots clés, de la date et des questions politiques concernées. Regardez ce calendrier à l'adresse suivante: dig.watch/events

Geneva Internet Platform
DigitalWatch



Vous avez oublié une date limite pour vous enregistrer à une conférence? Ou oublié un événement important? **DeadlineR** est un système de notification qui permet aux utilisateurs de l'observatoire de recevoir des notifications en amont des événements. En vous enregistrant aux notifications, vous pouvez recevoir des messages mentionnant les échéances importantes des événements qui vous intéressent. Visitez la page dig.watch/events, choisissez un événement, et cliquez sur 'Notify me about deadlines'.



Les politiques numériques impliquent une grande variété d'acteurs. La **carte des acteurs** les liste alphabétiquement, avec des options additionnelles de filtrage par nom, région, groupe, et domaine d'activité. Ces acteurs peuvent également être explorés en fonction de leur situation géographique sur une carte. Parcourez la carte sur dig.watch/actors



L'observatoire est riche en ressources, notamment avec des rapports sur les principaux événements de politiques numériques, les instruments, les publications et autres. Ces ressources peuvent être retrouvées en utilisant la fonction **recherche intelligente** de l'observatoire. Les résultats de la recherche peuvent être filtrés en fonction de la date, de la question politique, donnant ainsi une plus grande granularité aux résultats.

A propos de ce numéro

Le numéro 39 de la *Digital Watch* newsletter publié le 14 mai 2019, par la Geneva Internet Platform et DiploFoundation |
Contributeurs: Cedric Amon, Stephanie Borg Psaila (éditrice), Andrijana Gavrilović, Stefania Grottole, Marco Lotti, et Mili Semlani | Design: Aleksandar Nedeljkov, Viktor Mijatović, et Mina Mudrić duCreativeLab. | More digital policy updates available on <https://dig.watch>

Nouveau design

La newsletter se transforme! Nous avons ajouté des articles plus complets, une nouvelle section en analyse de données, et des chronologies plus visibles. Pour tout commentaire: digitalwatch@diplomacy.edu

Couverture

Géopolitique de la 5G: Le "game of e-thrones". Credit: Vladimir Veljašević (design), Patrick Borg (concept)

© DiploFoundation (2019) <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

